REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 27 février au 04 mars 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet santé : Séccurité sanitaire.....2
- L'AFD apporte un nouvel appui au programme de sécurité sanitaire dans l'Océan indien
- LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN ET LA FRANCE À TRAVERS L'AFD S'ENGAGENT POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ SANITAIRE DANS LA RÉGION INDOPACIFIQUE

1.2 Projet RECOS : Programme Sandwatch.....6
- Programme Sandwatch : outil d'éducation et de sensibilisation pour la protection de l'environnement côtier
- [AUDIO] Protéger nos plages : La COI lance Sandwatch, un programme pour sensibiliser les étudiants à la préservation de l'environnement côtier

1.3 Projet Ecofish : observatoire.....7
- Changement Climatique – Écologie des zones côtières : Le secteur de la pêche appelé à se réinventer

1.4 Coopération.....12
- Coopération régionale : l'AFD et la Région Réunion signent un nouvel accord cadre

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération 13
- Comores-Emirats arabes unis I Une revue des projets au plus haut niveau

2.2 Transition énergétique.....14
- Le Karthala va bientôt mettre fin aux délestage aux Comores : financement imminent

2.3 Economie.....15
- Trois accords de partenariat d'un montant de 88,8 M€ signés avec le gouvernement

2.4 Environnement.....16
- REBOISEMENT - Actions pour sécuriser les centrales hydroélectriques
- La Biodiversité de Madagascar : Un Trésor en Péril
- Nature Seychelles : Première installation d'aquaculture régénératrice de coraux en Afrique en cours de construction

2.5 Tourisme.....19
- Affluence touristique : Croissance de 33% par rapport à 2022

L'AFD apporte un nouvel appui au programme de sécurité sanitaire dans l'Océan indien

Une enveloppe de 6,5 millions d'euros vient d'être allouée par l'Agence française de développement (AFD) à un nouveau projet rénové de sécurité sanitaire dans la zone Océan indien (réseau Sega-One Health). Le nouveau programme est désormais élargi à d'autres réseaux de la région Océanie et de l'Asie du Sud-Est. Le donateur souhaite mettre en commun les trois réseaux de ces trois régions aux forts défis sanitaires et d'impact du changement climatique.



Le directeur de l'AFD, le SG de la COI et un expert du programme décliné

L'Agence française de développement (AFD) et la Commission de l'Océan indien (COI) ont renouvelé, cette semaine, leur partenariat de coopération sanitaire dans la région à l'occasion de la signature d'un accord de financement d'un montant de 6,5 millions d'euros. Considérée comme le principal bailleur du programme Réseau Sega One Health de l'Océan indien depuis 2019 avec l'Union européenne, l'AFD décide désormais d'impliquer d'autres réseaux « *pour encourager les collaborations et les échanges scientifiques et techniques*». L'AFD annonce une collaboration avec le Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) de la Communauté du Pacifique, et le programme « ECOMORE » piloté par l'Institut Pasteur en Asie du Sud-Est.

Le partenariat stratégique entre la COI et l'AFD

L'AFD et la COI souhaitent « *dépasser le strict cadre de la coopération à l'échelle de l'océan Indien, pour encourager les collaborations et les échanges scientifiques et techniques entre trois réseaux de surveillance : le réseau SEGA – One Health porté par la COI, mais aussi deux autres réseaux de surveillance épidémiologique soutenus par l'AFD* », peut-on lire dans le communiqué.

Le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, s'est félicité que le réseau Sega One Health se projette « *au-delà de son périmètre d'intervention historique, à travers ce partenariat récent avec le réseau ROSSP dans le Pacifique Sud et l'Institut Pasteur en Asie du Sud-Est*», ajoutant que «*Le développement de réseaux pluridisciplinaires et transrégionaux qui promeuvent une approche One Health intégrant santé humaine, animale, environnementale est devenu indispensable à une meilleure évaluation des risques sanitaires* ».

De son côté, le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, le Pr Vêlayoudom Marimoutou, a fait mention du partenariat stratégique entre la COI et l'AFD en matière de sécurité sanitaire dans la zone. « *Ce réseau est devenu emblématique de notre coopération résolument ancrée dans l'action comme en ce moment même, en fournissant un soutien essentiel à Maurice pour la gestion de l'épidémie de dengue et aux Comores dans leur lutte contre le choléra.*

«*La région indopacifique est à ce titre une échelle particulière pertinente pour rendre opérationnelles ces recommandations : elle se trouve à un carrefour de vulnérabilités, où les défis sanitaires se croisent avec les impacts exacerbés du changement climatique*», souligne un communiqué de presse qui précise que «*les états insulaires de cette région sont en effet particulièrement exposés, non seulement aux maladies infectieuses émergentes et réémergentes, mais aussi aux catastrophes naturelles qui menacent leur développement durable et leur sécurité sanitaire*».

« 400 professionnels » de santé



Le réseau Sega One Health en synergie avec d'autres réseaux

On apprend que «*le projet soutiendra ainsi la prévention, la préparation et la réponse aux épidémies des États membres et pays partenaires des trois réseaux*». Le donateur estime que le programme entre ces trois réseaux aura un impact décisif dans la résorption des crises et autres problématiques sanitaires en cours et à venir. «*Il permettra à ces trois réseaux de surveillance d'améliorer leurs capacités diagnostiques, d'intégrer des données climatiques en vue d'améliorer la prévention et la riposte aux crises sanitaires et de renforcer leur dispositif d'appui dans la préparation et la riposte aux épidémies et autres crises sanitaires, et ce, pour leur zone d'intervention respective»,* souligne encore le communiqué de presse.

Mis en place depuis 15 ans, à l'initiative de la COI et sous financement de l'AFD et de l'Union européenne, le réseau Sega One Health a déjà consommé « *30 millions d'euros* » et « *réunit 400 professionnels des Etats membres en matière de santé humaine, animale et environnementale* » avec comme mission de faciliter « *l'échange d'informations sanitaires, l'amélioration des capacités de prévention, de diagnostic et de riposte face aux risques épidémiques, et la contribution à la création d'un bassin de compétences en épidémiologie de terrain ».*

A.S.Kemba, Moroni

LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN ET LA FRANCE À TRAVERS L'AFD S'ENGAGENT POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ SANITAIRE DANS LA RÉGION INDOPACIFIQUE



Ce 26 février 2024 à Maurice, la convention de financement du Programme de renforcement de la sécurité sanitaire dans la région océan Indien, Pacifique et Asie du Sud-Est a été signée entre la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 6,5 millions d'euros, en présence du Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou et du Directeur général de l'AFD, M. Rémy Rioux.

La pandémie de COVID-19 a servi de rappel brutal et sans précédent de la nature sans frontières des virus et des maladies infectieuses. Elle a mis en évidence avec acuité la rapidité avec laquelle un agent pathogène peut traverser les continents, défiant les barrières nationales et les mesures de contrôle les plus strictes. Cette crise sanitaire mondiale a souligné l'importance cruciale de l'échange d'informations et d'alertes précoces entre les nations et les systèmes de santé. Une veille sanitaire coordonnée et un partage proactif des connaissances sont essentiels pour détecter rapidement les menaces émergentes et mobiliser une réponse efficace à l'échelle mondiale.

La région Indopacifique est à ce titre une échelle particulière pertinente pour opérationnaliser ces recommandations : elle se trouve à un carrefour de vulnérabilités, où les défis sanitaires se croisent avec les impacts exacerbés du changement climatique. Les états insulaires de cette région sont en effet particulièrement exposés, non seulement aux maladies infectieuses émergentes et ré-émergentes, mais aussi aux catastrophes naturelles qui menacent leur développement durable et leur sécurité sanitaire. Face à ces enjeux, l'approche "One Health", qui reconnaît l'interconnexion entre la santé humaine, animale et environnementale, s'avère plus nécessaire que jamais.

Ce nouveau programme d'appui au réseau SEGA - One Health de la COI s'inscrit précisément dans cette optique. Il prévoit de dépasser le strict cadre de la

coopération à l'échelle de l'océan Indien, pour encourager les collaborations et les échanges scientifiques et techniques entre trois réseaux de surveillance : le réseau SEGA - One Health porté par la COI, mais aussi deux autres réseaux de surveillance épidémiologique soutenus par l'AFD : le Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) de la Communauté du Pacifique, et le programme ECOMORE piloté par l'Institut Pasteur en Asie du Sud-Est.
Le projet soutiendra ainsi la prévention, la préparation et la réponse aux épidémies des États membres et pays partenaires des trois réseaux.
À terme, il permettra à ces trois réseaux de surveillance d'améliorer leurs capacités diagnostiques ; d'intégrer des données climatiques en vue d'améliorer la prévention et la riposte aux crises sanitaires ; et de renforcer leur dispositif d'appui dans la préparation et la riposte aux épidémies et autres crises sanitaires, et ce, pour leur zone d'intervention respective.
Le Directeur général de l'AFD, Rémy Rioux a rappelé : « Le développement de réseaux pluridisciplinaires et transrégionaux qui promeuvent une approche One Health intégrant santé humaine, animale, environnementale est devenu indispensable à une meilleure évaluation des risques sanitaires. Je suis heureux que ce partenariat déjà riche d'impacts entre la COI et l'AFD prenne aujourd'hui une nouvelle dimension. Cela témoigne également de la capacité du réseau SEGA - One Health à se projeter au-delà de son périmètre d'intervention historique, à travers ce partenariat récent avec le réseau ROSSP dans le Pacifique Sud et l'Institut Pasteur en Asie du Sud-Est. »

« Ce nouveau projet capitalisera donc sur l'une des grandes réussites du partenariat COI-AFD, le réseau SEGA - One Health, (…) qui bénéficiera donc d'appuis renouvelés et de coopérations nouvelles et porteuses. Ce réseau est devenu emblématique de notre coopération résolument ancrée dans l'action comme en ce moment même, en fournissant un soutien essentiel à Maurice pour la gestion de l'épidémie de dengue et aux Comores dans leur lutte contre le choléra », souligne le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou.
Ce projet s'inscrit en effet dans la continuité du soutien historique que l'AFD a apporté au réseau de surveillance épidémiologique initié par la COI : le réseau SEGA - One Health. Depuis 2009, l'AFD – rejointe en 2020 par l'Union européenne – a ainsi mobilisé plus de 30 millions d'euros pour le développement de ce réseau, qui constitue un véritable « bien commun » à l'échelle de la région.
Depuis maintenant 15 ans, le réseau SEGA – One Health joue un rôle essentiel en tant que bras santé de la COI. Il réunit plus de 400 professionnels des États membres en santé humaine, animale et environnementale et mobilise des institutions nationales et régionales de référence. À travers ce réseau, la COI, avec le soutien de l'AFD et de l'Union européenne, facilite l'échange d'informations sanitaires, améliore les capacités de prévention, de diagnostic et de riposte face aux risques épidémiques, et contribue à la création d'un bassin de compétences en épidémiologie de terrain, entre autres.

Lire aussi :

AFD | Rémy Rioux, directeur général : « 10% des investissements étrangers vers l'Afrique passent par le centre financier mauricien »
Lemauricien.com
https://midi-madagasikara.mg/renforcement-de-la-securite-sanitaire/
Midi-Madagascar

PAR JENNA RAMOO



Le Programme Sandwatch, porté par l'UNESCO, se concentre sur la sensibilisation des enfants et des communautés locales aux enjeux liés aux plages. En identifiant clairement les problèmes, ce projet facilite leur résolution. Dans le contexte pressant de la lutte contre le changement climatique, cette initiative revêt une importance cruciale pour Maurice, confrontée aux défis environnementaux côtiers.

Avec le soutien du projet RECOS (Résilience des Populations et des Écosystèmes Côtiers du sud-ouest de l'océan Indien) de la Commission de l'océan Indien (COI), une quinzaine d'enseignants issus de sept écoles du pays ont participé à une formation de deux jours dans le cadre du programme Sandwatch.

Initié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) en 2001, le programme Sandwatch représente un processus éducatif novateur, réunissant élèves, éducateurs et communautés locales dans une démarche commune de surveillance et de préservation des environnements côtiers. Son objectif est double : d'une part, identifier et évaluer les menaces, problèmes et conflits auxquels ces environnements sont confrontés et d'autre part, développer des approches durables pour y faire face.

Ce projet permet d'observer de visu l'érosion des plages

Ainsi, en adoptant et en appliquant des méthodes d'observation scientifique spécifiques aux plages, les participants sont en mesure de surveiller et d'analyser les pressions qui pèsent sur ces précieux écosystèmes. Le partage d'informations au sein de leur communauté facilite ensuite la résolution des problèmes identifiés. D'ailleurs, cette collaboration en faveur de la préservation des plages revêt une importance capitale dans le contexte de la lutte contre le changement climatique auquel notre pays n'échappe pas.

Qu'est-ce que le Programme Sandwatch exactement ?

Formateur pour le programme Sandwatch, Sachooda Ragoonaden est le vice-président de l'association Aide pour le Développement Durable (ADD). Il s'est joint à une quinzaine d'enseignants provenant de sept établissements scolaires de l'île sur la plage de Flic-en-Flac, dans la matinée

du jeudi 29 février. Ces éducateurs avaient participé la veille, soit le 28 février, à une formation dispensée au Mauritius Institute of Education (MIE) où ils ont été initiés au programme Sandwatch. Munis de kits leur permettant d'effectuer des observations et de mesurer divers paramètres, ils procédaient à cet exercice sur la plage lorsque nous les avons rencontrés, le jeudi 29 février.

Sachooda Ragoonaden explique que le programme Sandwatch est un projet de l'UNESCO visant à sensibiliser les enfants et les communautés locales aux problèmes des plages. « Ce programme vise à identifier des problèmes liés aux plages, à collecter des données en vue d'analyse pour trouver des solutions et y remédier à travers l'implémentation des projets divers », précise-t-il. Pourquoi avoir choisi Flic-en-Flac ?

« Cette plage connaît une forte érosion. Grâce au Programme Sandwatch, nous pouvons trouver des solutions via la collecte des données pour développer des projets visant à contrer ce phénomène », indique notre interlocuteur. Ce dernier ajoute que le Programme Sandwatch s'inscrit dans le cadre du projet RECOS de la COI financé par l'Agence Française de Développement. « Nous nous concentrons particulièrement sur le volet éducatif de ce vaste projet », affirme Sachooda Ragoonanden. Il souligne également que les éducateurs formés transmettront les connaissances acquises lors de ces deux jours de formations aux élèves de leurs établissements respectifs. « Ce programme est intéressant, car il permet d'observer de visu l'érosion des plages, le niveau de l'eau et la pollution marine, ce qui incite à réfléchir à la manière de protéger nos côtes. Il contribue ainsi à sensibiliser les enfants à ces enjeux », ajoute-t-il.

En ce qui concerne l'ADD, Sachooda Ragoonaden explique que l'ONG a été fondée en 2007. « Nous avons deux projets phares, notamment le Projet Sandwatch que nous avons implémenté dans plusieurs établissements scolaires depuis 2017. Aujourd'hui, c'est la continuation de ce projet. Puis, nous avons le projet de plantations de mangrove sur plusieurs hectares que nous menons régulièrement un peu partout sur l'île. En ce moment, il se poursuit à Anse-Jonchée », conclut-il. Sookdawar Boodhram enseigne l'informatique au collège Adolphe de Plevitz SSS à Grand-Baie. Elle confie que cette formation lui a permis d'acquérir des connaissances qu'elle pourra transmettre à ses élèves de Grade 9 lors des activités extracurriculaires. « Comme le collège est proche de la plage de Grand-Baie, les collégiens peuvent sortir sans perturber leur emploi du temps pour observer la plage et collecter des données durant la période des activités », explique-t-elle. Selon elle, ce programme est intéressant et innovant dans le cadre de l'éducation et de l'enseignement vert, très applicables à l'ère du changement climatique. « C'est une approche pratique », fait-elle ressortir.

[AUDIO] Protéger nos plages : La COI lance Sandwatch, un programme pour sensibiliser les étudiants à la préservation de l'environnement côtier

La Commission de l'Océan Indien, en collaboration avec le ministère de l'Education, lance le projet Sandwatch, visant à former les étudiants sur la prise de données scientifiques sur les impacts du changement climatique sur la qualité de l'eau de mer et du sable.
Les participants seront appelés à faire des propositions pour résoudre ces problèmes et protéger l'environnement côtier. Les projets retenus seront financés par la COI, l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial.
Le projet Sandwatch sera dirigé par Christophe Legrand de la COI.

Ecoutez son intervention, ci-dessous sur radio One :

https://soundcloud.com/r1_maurice/la-coi-lance-sandwatch-pour-sensibiliser-les-etudiants-a-la-preservation-de-lenvironnement

Voir aussi la vidéo du Téléplus et Mbc concernant le projet Sandwatch:

https://we.tl/t-i5qz4pgbs9

https://mbcradio.tv/article/son-la-coi-lance-son-programme-de-sandwatch-à-travers-le-projet-recos%C2%A0

Changement Climatique – Écologie des zones côtières : Le secteur de la pêche appelé à se réinventer

Le Dr Soobaschand Sweenarain (ECOFISH Programme) : « Tant que l'on traitera la petite pêche comme un vivier social et qu'on la subventionnera à ras-le-bol, il n'y aura pas de progrès »



D'ici 2050, les prises dans les zones économiques exclusives diminueront de 2,8% à 5,3%. C'est en tout cas ce que prévoit la Food and Agricultural Organisation (FAO) sur le secteur de la pêche en raison du changement climatique. La semaine dernière, la Commission de l'océan Indien (COI) a lancé un observatoire, dédié à l'impact du changement climatique, sur le secteur de la pêche. Pour le Dr Soobaschand Sweenarain, Technical Coordinator du programme ECOFISH, la petite pêche est appelée à sortir de l'assistanat pour devenir une entreprise résiliente.

- Publicité -

Il est estimé que plus de 500 millions de personnes en Afrique et en Asie dépendent sur la pêche pour se nourrir et gagner leur vie. Or, le réchauffement climatique affecte l'écologie des zones côtières et les écosystèmes, ce qui se présente sous forme de température élevée de l'eau, d'acidification, de prolifération d'algues et d'hypoxie. Avec pour résultat d'affecter les habitats et la survie des poissons. De nombreuses espèces côtières sont de fait aujourd'hui menacées par des effets combinés des activités humaines et du changement climatique.

Les coraux sont les habitats de 10% à 12% des poissons pêchés dans les pays tropicaux et 20% à 25% dans les États insulaires en développement. Mais cet écosystème est actuellement en péril en raison de l'acidification de l'océan. Il est ainsi estimé qu'entre 2020 et 2060, on assistera à un déclin dans la production de poissons de récifs, de crustacés et de mollusques.

Ces données ont été communiquées par le Dr Soobaschand Sweenarain, Technical Coordinator du programme ECOFISH, dont le but est d'œuvrer en faveur de la pêche durable, génératrice de croissance et d'emplois. Il est l'un des acteurs de l'Observatoire régional dédié à l'impact du changement climatique sur le secteur de la pêche. Il plaide pour des solutions adaptées à la région afin de bâtir la résilience. « Il est important

de bien comprendre le problème de changement climatique afin d'apporter des solutions concrètes. La mise en place d'un observatoire dans la région nous permettra d'avoir des données propres à nous », dit-il.
Il explique que les moyennes globales de températures ne sont pas applicables à la région. « Le monde n'est pas plat. Il faut avoir des données précises à la région afin de développer des politiques plus appropriées. Une fois que nous avons ces données, nous pourrons en parler avec nos décideurs politiques. »
Le problème dans l'océan Indien, ajoute-t-il, est que la petite pêche est une pêche à accès libre. D'où la nécessité de mettre en place les outils nécessaires pour la protéger. « Je souhaite que cet observatoire nous permette de transformer la pêche d'un secteur social à un secteur économique porteur et prospère pour tous », ajoute-t-il.
Il plaide également pour un changement de modèle. « Tant que l'on traitera la petite pêche comme un vivier social et qu'on la subventionnera à ras-le-bol, il n'y aura pas de progrès. Il faut la traiter comme un secteur économique qui crée de l'emploi, qui peut s'autofinancer, parce qu'on ne va pas rester demandeur des bailleurs externes pour le développement de notre secteur. »
Le Dr Sweenarain préconise qu'il faille passer de l'assistanat au développement des entreprises résilientes. « La création de la richesse nationale dépendra de cela. » Il ajoute que les effets du changement climatique seront là pour longtemps et qu'il n'y a pas de solution à court terme. « Le changement climatique veut tout simplement dire qu'aujourd'hui, nous sommes en guerre avec notre mère nature. Nous avons vu ces discordances entre les pays pollueurs, les pays industrialisés qui ont créé le problème, aujourd'hui devenu un risque de survie pour les pays en développement, surtout les pays insulaires. Il faut savoir comment on va naviguer dans tout cela », laisse-t-il entendre.
L'inégalité, poursuit-il, est devenue un phénomène global tant dans les pays pauvres que dans les pays riches. « Il ne faut pas attendre qu'un bon samaritain nous apporte de l'aide. Il faudra se mettre debout sur nos pieds. » L'observatoire régional, ajoute le Dr Sweenarain, permettra de focaliser sur les pêcheries prioritaires dans chaque pays et de voir ce qu'on peut faire. « Dans le changement climatique, il y a des perdants et des gagnants, surtout dans le secteur de la pêche, dû au déplacement des stocks. Il faut créer d'autres pêcheries, surtout un écosystème économique qu'on pourrait exploiter. »
L'observatoire, selon lui, donnera des idées pour développer à la fois des modèles climatiques et des business models.
Keith André (président, FPAOI) : « Trouver des solutions pour que la profession continue d'exister »
Pour le président de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), Keith André, le métier devient de plus en plus difficile avec le changement climatique. « Les pêcheurs disent toujours que leurs zones de pêche traditionnelles ne sont plus les mêmes. Les courants ont changé et

les saisons ont été décalées. Avec notre vécu, nous pourrons complémenter les informations des techniciens pour trouver des solutions. »
Il ajoute qu'il manque de données scientifiques concernant la pêche artisanale. « Avec la création de cet observatoire, nous espérons avoir des données crédibles pour pouvoir chercher des solutions et avoir l'aide nécessaire permettant aux pêcheurs de s'adapter. »
Le changement climatique, poursuit-il, a un effet négatif sur le métier de pêcheur. « Les changements sont toujours dans un contexte négatif. Si le changement climatique amenait les poissons plus près des côtes, cela aurait été bien pour nous. Malheureusement, nous devons aller plus loin et faire face à plus de défis climatiques. »
Il souhaite que l'observatoire fournisse des données permettant de démontrer que le métier de pêcheur est en péril. Même la sécurité alimentaire de nos îles est menacée, dit-il. Nous perdons également nos valeurs culturelles. « La fédération apportera sa collaboration. Nous travaillerons avec les experts et leur fournirons les données nécessaires par rapport à notre vécu. En retour, nous attendons le soutien nécessaire pour nous adapter, car nous sommes les premiers affectés par cette situation. Nous espérons qu'avec la science et la technologie, nous pourrons trouver des solutions afin que cette profession continue d'exister. »
Ouverture de la pêche à la senne
La pêche à la senne débute cette semaine et durera jusqu'en septembre. Une cérémonie officielle sera organisée ce 1er mars à Trou-d'Eau-Douce. Les différentes pêcheries pourront alors récupérer leurs sennes, gardées sous scellé dans les postes des Fisheries, pendant la période de fermeture.
Le gouvernement a mis en place un plan encourageant les pêcheurs à rendre leurs sennes, car ce type de pêche est considéré comme néfaste pour l'environnement marin. Une compensation de Rs 150 000 leur est proposée.

Lire aussi :

- Lancement de l'Observatoire régional pour l'adaptation au changement climatique (ionnews.mu)
- https://www.afropages.fr/le-mauricien/changement-climatique-ecologie-des-zones-cotieres-le-secteur-de-la-peche-appele-a-se-reinventer
- https://www.africain.info/news=9725836

Coopération régionale : l'AFD et la Région Réunion signent un nouvel accord cadre

L'Agence française de développement (AFD) et la Région ont paraphé un nouvel accord cadre portant sur leurs projets communs en matière de coopération régionale, avec notamment la volonté de développer des partenariats avec l'Inde et l'Australie et de renforcer les actions à Madagascar.



« C'est un partenariat très stratégique, très fort, un partenariat de longue durée puisque c'est le troisième que nous avons signé avec la Région », s'est félicité ce mercredi matin Rémy Rioux, le directeur général de l'AFD, après avoir paraphé le document cadre sur la coopération régionale avec la Région.

Le conseiller régional en charge de cette délégation, Wilfrid Bertile, a pour sa part rappelée que certains projets étaient déjà inscrits dans la convention, comme la construction du centre de la Piroi à Gillot pour 4 millions d'euros, dont la moitié prise en charge par l'Agence française de développement.

Outre sa collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI) à Maurice, le directeur général de l'AFD a évoqué *« plusieurs axes de travail »* avec la Région dans les domaines du « changement climatique » ou « de l'érosion côtière », ou encore un projet de création d'un lycée technique à Madagascar mené en partenariat avec l'ONG Ecoles du monde.

Wilfrid Bertile a quant à lui mentionné une convention signée pour une étude de 150 000 euros concernant un lycée sur les métiers du tourisme dans l'est.

Comores-Emirats arabes unis I Une revue des projets au plus haut niveau

A.S. Kemba



Les deux plus hautes des deux pays ont pris l'engagement commun de renforcer la coopération bilatérale et d'accélérer les différents projets d'investissements aux Comores. Le président émirati souhaite faire des Comores un modèle en matière d'énergies vertes. Les Emirats arabes unis ont déjà mis, il y a quelques années, un fonds de 50 millions de dollars pour la construction de la future grande centrale photovoltaïque des Comores.

Revisiter les projets d'investissements aux Comores et renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays. Tels sont les grands points ayant dominé, mercredi 28 février, les échanges entre le président de la République, Azali Assoumani, et son homologue émirati, Son Altesse Mohamed Ben Zayed Al Nayhane (Mbz). Le ministre de l'Agriculture, Houmed M'saidie, et le conseiller privé Nour El-Fath Azali et l'ambassadeur des Comores aux Emirats ont pris part à ce tête-à-tête organisé au Palais de la mer à Abu Dhabi.

Les Comores et les Emirats arabes unis entretiennent des relations privilégiées dans de nombreux domaines touchant la sécurité, l'éducation, l'énergie, entre autres. Au cours de leur rencontre, les deux plus hautes autorités des deux pays ont échangé sur de nombreux volets de la coopération bilatérale. «Ils ont fait le tour de tous les projets, c'était une revue des dossiers sur la table, notamment les projets d'investissements», a-t-on appris hier d'un membre de la délégation. **Suite de l'article**

Le Karthala, va bientôt mettre fin aux délestages aux Comores :financement imminent



Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

La mobilisation financière pour la mise en place d'une centrale géothermique au Karthala, signe avant-coureur d'une ère sans délestages aux Comores, approche de son objectif final. Avec une importante contribution déjà assurée par des partenaires internationaux et la Banque africaine de développement, le projet promet de révolutionner l'approvisionnement énergétique national.

Le projet ambitieux d'exploitation de la géothermie au volcan Karthala franchit des étapes décisives vers sa réalisation. Avec un budget prévisionnel de 20 milliards de francs pour les forages exploratoires, le gouvernement comorien, en collaboration avec des partenaires internationaux comme le Gef et le Pnud, a déjà sécurisé une part significative du financement nécessaire. La contribution de la Banque africaine de développement (Bad), s'élevant à 12 milliards de francs, marque un tournant majeur, promettant l'accélération du projet. Une mission de la Bad est attendue à Moroni pour finaliser les préparatifs.

Ce projet d'une centrale géothermique, exploitant la chaleur souterraine du Karthala, prévoit une phase initiale de production de 10 MW, susceptible d'économiser jusqu'à 8 milliards de francs comoriens annuellement en subventions énergétiques. Outre les bénéfices économiques, le projet se distingue par son potentiel écologique, avec une réduction estimée de 1,8 million de tonnes d'équivalent CO2 par an. Ce développement soutient les engagements des Comores dans l'accord de Paris sur le climat, tout en préparant le cadre légal et réglementaire nécessaire pour l'exploitation géothermique.

Le succès de ce projet pourrait signifier l'accès à jusqu'à 45 MW d'énergie géothermique pour les Comores, grâce à un investissement total de 118 millions de dollars couvrant l'exploration, la construction d'infrastructures et l'installation de la centrale. Avec une durée de vie estimée à 30 ans, cette initiative géothermique promet une source d'énergie durable et respectueuse de l'environnement pour le pays.

ANTUF Chaharane

Trois accords de partenariat d'un montant de 88,8 M€ signés avec le gouvernement

Mandimbisoa R.



Le Gouvernement malagasy, représenté par la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, et l'Agence Française de Développement (AFD), sous la direction de Rémy Rioux, ont signé trois nouveaux accords de financement d'une valeur totale de 88,8 M€ (environ 435 Mds MGA). Ces accords ont été signés en présence de hauts responsables tels que le Premier Ministre Christian Ntsay, les ministres de l'Économie, de la Décentralisation, de l'Agriculture, ainsi que des représentants de la France, de l'Union européenne et de la Banque Mondiale.

Les accords comprennent un projet de 49 M€ pour le développement des villes d'équilibre, un projet de 14,8 M€ pour renforcer l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, et un projet d'environ 25 M€ pour améliorer la productivité et la résilience des populations rurales. Ces initiatives visent à rééquilibrer les interventions sur le territoire, à promouvoir une agriculture durable et à renforcer la sécurité alimentaire tout en tenant compte des enjeux climatiques.

Le projet de développement des villes d'équilibre vise à accompagner six villes intermédiaires dans leur expansion, en réhabilitant ou construisant des infrastructures urbaines. Le projet Talaky Be lutte contre l'insécurité alimentaire par des pratiques agricoles durables dans la région d'Anosy. Le programme PPRM vise à améliorer la productivité agricole et la résilience des populations en milieu rural dans les régions d'Alaotra Mangoro et Sofia.

Suite de l'article

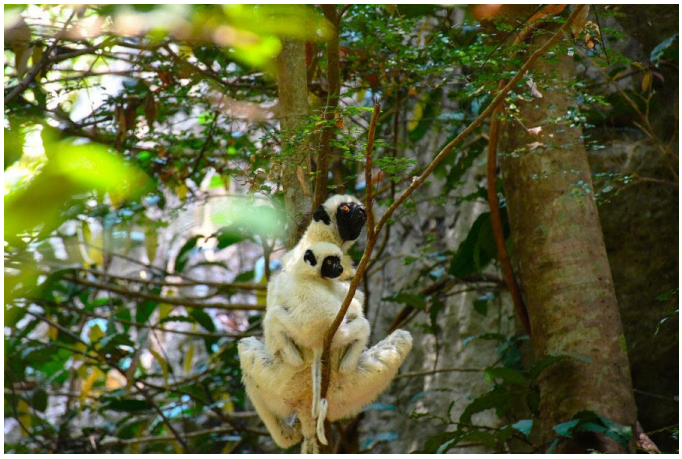
REBOISEMENT - Actions pour sécuriser les centrales hydroélectriques



Le ministère de l'Énergie (MEH) et des Hydrocarbures, ainsi que la société Tozzi Green, ont planté 3 000 jeunes arbres sur une superficie de quatre hectares, près de la centrale hydroélectrique de Tozzi Green à Farahantsana Mahitsy, jeudi. L'initiative vise la préservation des bassins versants de la région et la conservation des ressources hydriques, cruciales pour les activités principales de la centrale, surtout dans un contexte marqué par les défis du changement climatique et des écosystèmes fragiles. « Chaque arbre que nous plantons est un pas vers la sécurisation de notre avenir énergétique, garantissant la pérennité des ressources en eau à Madagascar. Cette initiative de reboisement s'inscrit dans notre engagement à long terme pour une gestion durable des ressources naturelles, soutenant la politique énergétique de Madagascar orientée vers les énergies renouvelables », a souligné Davide Giachero, président-directeur général de Tozzi Green.

Avec un potentiel hydroélectrique estimé à 7 200 MW, la préservation de nos ressources naturelles est une stratégie clé pour la nouvelle politique énergétique (NPE) du pays axée sur les énergies renouvelables et contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable. La centrale hydroélectrique de Farahantsana fournit une capacité prévisionnelle de 28 mégawatts pour Antananarivo et ses environs.
Maminirainy

La Biodiversité de Madagascar : Un Trésor en Péril



Madagascar, île emblématique de la biodiversité mondiale, se trouve à un tournant critique de son histoire environnementale. Avec une richesse naturelle incomparable, ce joyau de l'Océan Indien abrite une diversité biologique unique au monde. Cependant, cette biodiversité exceptionnelle est aujourd'hui menacée par une série de pressions anthropiques croissantes. Face à cette urgence, la communauté internationale s'est mobilisée en adoptant le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal en 2022. Madagascar doit maintenant saisir cette opportunité cruciale pour préserver son patrimoine naturel avant qu'il ne soit trop tard.

Selon les estimations de la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM), les aires protégées terrestres du pays contribuent à l'économie nationale à hauteur de 500 millions de dollars par an. Cette valorisation économique souligne l'importance vitale de la biodiversité pour le bien-être socio-économique du pays. Cependant, malgré cette reconnaissance, les menaces qui pèsent sur les écosystèmes malgaches persistent, mettant en péril non seulement la biodiversité, mais aussi les moyens de subsistance des communautés locales qui en dépendent étroitement.

L'adoption du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal représente une lueur d'espoir dans ce contexte sombre. Contrairement aux accords précédents, ce cadre engage explicitement tous les secteurs d'activité dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité. Cette approche holistique est indispensable pour inverser la tendance alarmante de la perte de la nature à l'échelle mondiale.

L'urgence de la situation est soulignée par les objectifs fixés pour 2030, marquant un point de basculement critique selon les scientifiques. Si des mesures efficaces ne sont pas prises d'ici là, les conséquences sur la biodiversité seront irréversibles. Les récifs coralliens, emblèmes de la biodiversité marine de Madagascar, illustrent parfaitement cette réalité.

Nature Seychelles : Première installation d'aquaculture régénératrice de coraux en Afrique en cours de construction



ARC va booster le processus de restauration des coraux. (Nature Seychelles)

(Seychelles News Agency) - Un premier lot de coraux sera prêt à être transplanté d'ici juillet de cette année à partir de la première installation d'aquaculture régénérative de coraux en cours de construction à Praslin, a déclaré le Dr Nirmal Shah, directeur général de **Nature Seychelles**, une organisation environnementale à but non lucratif.

L'installation d'aquaculture régénératrice de coraux conçue pour atténuer les effets néfastes du changement climatique sur les récifs coralliens des Seychelles est un projet très innovant et le premier du genre en Afrique.

Il sera situé dans le complexe CORAL de **Nature Seychelles** à Amitie, Praslin, la deuxième île la plus peuplée des Seychelles.

M. Shah a confirmé que les bâtiments sont achevés à environ 75 pour cent et que des équipements spécialisés ont déjà été achetés. L'installation sera alimentée par des énergies renouvelables, avec des panneaux solaires montés sur le toit. Les réservoirs sont également prêts.

"La construction de cette installation est capitale pour les Seychelles et l'Afrique dans son ensemble. Elle servira non seulement de modèle pour l'aquaculture corallienne, mais fournira également des informations précieuses sur les approches innovantes de lutte contre les impacts du changement climatique dans la région. Nous avons un plan de durabilité en place pour produire à grande échelle afin de fournir des coraux à d'autres projets de restauration des récifs coralliens", a déclaré le Directeur Général.

Suite de l'article

Affluence touristique : Croissance de 33% par rapport à 2022



Maurice frôle les 1,8 million d'arrivées en 2023

Les principaux marchés émetteurs, la France, le Royaume-Uni et La Réunion, ont contribué de manière significative à cette croissance
Les données récemment publiées par le Bureau des statistiques révèlent une augmentation notable de l'affluence touristique à Maurice en 2023, marquant ainsi une année record pour l'industrie du voyage dans le pays.
Cette augmentation substantielle du nombre de passagers est principalement attribuée à une reprise vigoureuse des voyages internationaux, avec des arrivées par voie aérienne passant de 1,314 million en 2022 à 1,717 million en 2023. De manière similaire, les arrivées par voie maritime ont également connu une forte hausse, atteignant 45 244 en 2023, contre 13 216 en 2022. Parmi ces arrivées maritimes, le nombre de croisiéristes a considérablement augmenté, passant à 40 403 en 2023 par rapport à 9 602 en 2022.
Les arrivées par voie aérienne ont augmenté passant de 1 314 166 en 2022 à 1 716 933 en 2023, tandis que les arrivées par voie maritime ont également connu une forte augmentation, atteignant 45 244 en 2023 contre 13 216 en 2022. Parmi ces arrivées maritimes, le nombre de croisiéristes a grimpé à 40 403 en 2023, par rapport à 9 602 en 2022.

Les principaux marchés émetteurs, notamment la France, le Royaume-Uni et La Réunion, ont contribué de manière significative à cette croissance soutenue. La France, en tête de liste, a enregistré une hausse notable de ses arrivées touristiques, passant de 238 864 en 2022 à 319 522 en 2023. Les arrivées en provenance du Royaume-Uni ont aussi augmenté, passant de 145 873 en 2022 à 150 899 en 2023. De même, l'île de La Réunion a envoyé 134 222 visiteurs en **Suite de l'article**